

No.

8

## La newsletter

Master 2 Affaires Internationales et  
Négociation Interculturelle

AINI 2008 - 2009

Février 2009

### SOMMAIRE

L'édito du Directeur, Anne  
DEYSINE

Fatima et Najet nous  
parlent de leur parrainage  
au sein de Saveurs Cristal

Interview de M. Gutierrez,  
responsable de la DRCE des  
Hauts-de-Seine, par  
Juliette Cops et Raja Fakir

Interview d'un ancien  
étudiant Cédric Desbordes  
(Promo 2001), par  
Sabrina Benziq et Elena  
Demina

Focus sur L'Amérique  
Latine, Entre crises et  
alliances, par Noëllie Gracia

Interview de Rodolphe  
Lucas, professeur de  
Logistique, par Beatriz  
Restrepo

Oui à la Turquie! par Raja  
Fakir

Un monde sans pétrole,  
par Jean Luc Andrianasolo



### L'Edito du Directeur

Après une fin d'année mouvementée, marquée par une crise immobilière qui devint crise financière puis économique mondiale, les priorités et mots d'ordre du Master 2 affaires internationales et négociation

interculturelle, solidarité et développement durable sont d'autant plus au centre de nos préoccupations. L'administration américaine s'efforce de relancer l'économie en misant sur les énergies renouvelables et la croissance verte qui devrait créer 2,5 millions d'emplois et relancer la machine économique. Il est essentiel que l'Europe et les entreprises européennes fassent de même, ne se contentant pas d'un marché du carbone trop conciliant et de l'accord Climat a minima obtenu par le Conseil européen durant les derniers jours de la présidence française.

Les PME peuvent aussi tirer leur épingle du jeu et à cet égard je recommande le petit livre très concret de Jean Rauscher, *PME réussir à l'international* (édition classe export), qui met l'accent, entre autres, sur l'innovation et l'adaptation culturelle.

Quant à la solidarité c'est celle qui se manifeste déjà et doit continuer de se manifester entre les différentes promotions du Master 2, les anciens (à qui je lance cet appel : aidez-nous à retrouver d'autres de vos camarades de promo) et nos partenaires privilégiés qui aident les nouveaux à comprendre les réalités (pas seulement économiques) actuelles, à trouver et réussir leur stage de fin d'études et enfin à trouver un emploi. Merci à ceux et celles qui ont proposé offres de stages et emplois..Et que le « résautage continue !!

Malgré le contexte difficile, à tous et à toutes, j'adresse avec retard mes vœux chaleureux de bonheur et réussite tant personnelle que professionnelle pour cette année 2009 !!

**Anne Deysine,**  
Directeur du Master 2 AINI

# Saveurs Cristal, une jolie réussite due à l'ingéniosité et à la persévérance de ses créateurs

Par Fatiha Barđa & Najet Ouriri

Comme chaque année, les étudiants du M2 AINI ont participé activement à la vie d'une PME des Hauts de Seine dans le but de mener à bien une ou plusieurs missions proposées, notamment, par les Conseillers du Commerce Extérieur des Hauts-de-Seine. C'est dans le cadre de ce parrainage que nous avons eu l'opportunité d'intégrer une PME, Saveurs Cristal afin d'exporter ses produits en Europe dans un premier temps, puis, dans un second temps, vers d'autres marchés.

Basée à Rueil Malmaison, l'entreprise Saveurs Cristal propose depuis 2005 des produits cocktail haut de gamme. Chef cuisinier, mais surtout passionné d'art culinaire, William Windys, le gérant de la société, innove, crée et imagine des produits élaborés à forte valeur ajoutée. Il est secondé par Christophe, son chef de production, qui orchestre la production grâce son équipe de préparateurs et cuisiniers et par Jean-Christophe, le responsable qualité, garant de l'hygiène, de la qualité et la sécurité, des matières premières aux produits finis.

La force de l'entreprise réside dans l'ingéniosité de ses produits mêlant les saveurs du monde avec raffinement. Ces plateaux festifs prêts à l'emploi font le bonheur des plus grands traiteurs et hôtels français, mais surtout de leurs clients qui en raffolent !

Le secret : des plateaux préparés sur place puis congelés grâce au procédé de cryogénie, qui permet une excellente conservation des bouchées cocktail et, avant tout, de la saveur des aliments.

Il a fallu plus de cinq ans à William Windys pour aller jusqu'au bout de son rêve et trouver le financement nécessaire à sa réalisation. Etre lauréat du Concours 92 Entreprendre en 2003, a été un véritable tremplin pour la création de Saveurs Cristal.

Dans un premier temps, l'entreprise a sous-traité la fabrication et le conditionnement de ses produits. Aujourd'hui, l'entreprise contrôle l'ensemble du processus de production dans son nouveau laboratoire construit entre 2004 et 2005 à partir d'un ancien garage.

Aujourd'hui, Saveurs Cristal compte plus d'une vingtaine de personnes, un effectif qui ne cesse d'augmenter avec le développement de l'entreprise et la création d'une cellule export afin de saisir les opportunités qu'offrent les marchés internationaux.

## **Fatiha & Najet au cœur de leur mission :**

A la suite du franc succès de Saveurs Cristal lors du Salon International de l'Agroalimentaire (SIAL) qui s'est déroulé en octobre dernier, l'Export's Unit a vu le jour. W. Windys a décidé de créer une équipe dédiée à l'étude des marchés extérieurs. Dès lors, nous avons été recrutées dans le but de trouver un ou plusieurs distributeurs au Benelux et/ou en Suisse, puis en Espagne, au Royaume-Uni et en Amérique du Nord.

Au départ, nous pensions avoir une certaine aisance puisque notre objectif premier était de vendre nos produits à des pays européens, qui plus est, frontaliers, avec une culture très proche de la notre. Cependant, nous nous sommes très vite rendues compte des difficultés liées à l'export mais aussi à la barrière culturelle. Fort de son expérience à l'export et de sa culture transfrontalière, M. Vasen, notre parrain et Conseiller du Commerce Extérieur, nous a fortement aidées à établir notre démarche export et à surmonter les obstacles environnants.

La découverte de l'industrie agroalimentaire, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale, au cœur d'une entreprise en pleine croissance est une expérience très enrichissante où la persévérance et la conviction de chacun des membres de cette entreprise représentent la clé de la réussite.

# Interview du responsable de la DRCE des Hauts-de-Seine, M. Gutierrez

Par Juliette Cops et Raja Fakir

**M. Gutierrez, que nous avons eu la chance d'écouter lors d'une intervention dans notre master 2 le 28 octobre 2008, est responsable de la DRCE des Hauts-de-Seine. Les DRCE assurent trois missions principales : diffusion et promotion des politiques publiques d'appui au commerce extérieur de la France, animations des acteurs régionaux, conseil et diffusion d'une expertise internationale.**

**Pouvez-vous nous décrire votre parcours et votre poste actuel ?**

De formation sciences économiques et gestion, j'ai intégré en 1980 le Centre français du Commerce Extérieur où j'ai travaillé pendant trois ans à la mise en œuvre du plan gouvernemental en direction des PME visant à l'émergence de nouveaux exportateurs. Début 1983, j'ai rejoint la Direction Régionale du Commerce Extérieur pour prendre la responsabilité du développement de l'assurance prospection simplifiée, qui était alors confiée aux DRCE, la Coface étant chargée de la gestion de cette nouvelle procédure destinée aux PME. Par la suite, l'organisation du travail de la DRCE s'étant départementalisée, j'ai été chargé de la Seine-St-Denis, puis des Yvelines et du Val d'Oise et du Val-de-Marne. En 1998, j'ai été nommé directeur adjoint pour la région Auvergne et, après cinq années, j'ai regagné l'Île-de-France où l'on m'a confié la responsabilité du département des Hauts-de-Seine.

**Ces quatre dernières années, les importations et exportations françaises ont cru. A quel point la crise actuelle affaiblit-elle cet élan ?**

La crise actuelle a considérablement ralenti les échanges internationaux. Les dernières prévisions du FMI (janvier 2009), estiment que le commerce mondial, qui a augmenté en volume de 4,1% en 2008, chutera à -2,8% en 2009. Le commerce extérieur de la France, lui, a accusé un nouveau déficit mensuel de 6,25 milliards d'euros en novembre. Il est légèrement réduit grâce à la baisse des cours pétroliers, mais, notent les Douanes, « le ralentissement économique s'étend désormais aux importations ». Sur trois mois, ces dernières ont cédé 3,1 % par rapport aux trois mois précédents. Les exportations reculent de 7,3 % sur la même période. Le déficit commercial atteint 57,5 milliards d'euros sur douze mois. Compte tenu de la destination géographique de nos exportations, nous payons très cher le ralentissement de l'Union européenne, qui concentre environ 65 % des ventes françaises à l'étranger. Nos quatre grands marchés clients : Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni sont entrés en récession.

**Les DRCE peuvent-elles aider les entreprises à surmonter la crise? Que leurs conseillent-elles ?**

D'abord, un constat : les entreprises exportatrices sont les mieux placées pour résister aux crises économiques compte tenu du fait que leurs débouchés et risques sont diversifiés et mieux répartis. Toutefois, les entreprises françaises et en particulier les PME ne doivent pas relâcher leurs efforts de prospection. Alors que l'on relève une baisse de la fréquentation et du nombre d'exposants dans les salons professionnels, il est important de maintenir une participation à des manifestations ciblées, même sur un stand groupé, pour acquérir de la visibilité.

Chaque année, UBIFRANCE conduit près de 400 manifestations à l'étranger. En prenant part à ces actions officielles aux côtés d'autres entreprises, les PME bénéficient d'un impact renforcé, d'une capacité d'attraction élargie, et de coûts réduits. Par ailleurs, les procédures publiques de soutien au commerce extérieur gérées par la Coface ont été renouvelées début 2008 pour offrir davantage d'aide et Oseo a lancé en octobre dernier un prêt pour l'export qui constitue à la fois, une première réponse pour les TPE et PME de plus de 3 ans, « primo accédantes » aux marchés internationaux et une solution nouvelle pour l'approche d'un marché supplémentaire par une entreprise déjà présente à l'international. Ajoutons que les pouvoirs publics, Ubifrance et le réseau consulaire ont signé une convention cadre qui vise à détecter sur les trois prochaines années 10 000 exportateurs nouveaux, atteindre 20 000 missions d'accompagnement à l'export et porter à 10 000 le nombre de volontaires internationaux en entreprises. Tout cela participe d'une politique, qui se veut puissamment contra-cyclique.

### ***Les PME sont-elles plus affectées par la crise que les grands groupes ?***

Du fait de leur taille, les grands groupes présentent peut-être moins de souplesse par temps de crise pour manœuvrer et s'adapter. Les suppressions d'effectifs sont alors utilisées par ces grandes entreprises comme variable d'ajustement. Les PME, parce qu'elles sont plus petites et plus réactives peuvent surmonter plus facilement les difficultés. Cependant, leur situation n'est guère plus enviable lorsqu'elles sont sous-traitantes de grands groupes. Ajoutons que l'ensemble des entreprises est confronté dans cette crise à des difficultés de financement qui trouvent leur origine dans une crise financière et bancaire généralisée. Seules les entreprises les moins endettées et disposant d'une capacité d'autofinancement paraissent moins affectées que les autres.

### ***Pensez-vous que le développement d'entreprises « vertes » est une solution possible pour relancer l'économie ?***

Assurément, les éco-entreprises devraient être stimulées, notamment par les mesures annoncées lors du « Grenelle de l'environnement ». La crise va sans doute également accélérer la prise de conscience que le modèle de société fondé sur l'endettement et la recherche de la profitabilité maximale à court terme est périmé et que le développement devra désormais être axé sur une croissance durable et soutenable.

# Interview d'un ancien étudiant du master: Cédric Desbordes (Promo 2001)

Par Sabrina Benzid & Elena Demina

**Cédric DESBORDES, associé d' Iplus Concept, Président du Conseil d'administration de l'IntelliCAD Technology Consortium (ITC), ancien étudiant de la promotion 2000/2001 du Master 2 AINI. Pour découvrir son parcours si riche d'expériences, nous lui avons posé quelques questions.**

## **Quel a été votre parcours avant le Master AINI ? Comment avez-vous choisi ce Master ?**

J'ai commencé par un IUP Commerce-Vente option Commerce International à Bordeaux au cours duquel j'avais eu l'occasion de multiplier les stages dont un de longue durée en Espagne.

Ce Master était l'occasion de rééquilibrer mon profil jugé trop hispanisant et de compléter ma formation tout en conservant la professionnalisation et l'interculturel dans la continuité de mon précédent cursus.

La qualité des intervenants fut aussi déterminante dans ma candidature et notamment la renommée de l'ouvrage « S'Internationaliser » de Mme Deysine.

## **Comment qualifieriez-vous en 3 mots cette formation et sa valeur ajoutée la différenciant des autres Masters ?**

Exigeante, professionnelle et résolument tournée vers l'International. La formule du parrainage et la diversité des profils recrutés permettent d'ajouter la réalité du monde du travail et une ouverture sur le monde à une formation universitaire pointue sur le plan technique.

## **Quels conseils donneriez-vous aujourd'hui à un futur étudiant ?**

A un futur étudiant qui souhaiterait rejoindre ce Master je conseillerais de développer sa curiosité et sa motivation. Ces deux moteurs me semblent indispensables pour passer les épreuves de sélection et tirer le meilleur parti de cette formation.

## **Aujourd'hui membre de la mission parrainage, quelle en est la signification à votre sens ? Est-ce une expérience unique ou une lourde responsabilité ? Comment voyez-vous cette expérience ?**

Il s'agit de ma deuxième expérience. Déjà en 2001/2002 nous avons accueilli deux étudiantes sur des missions d'étude de marché. Etant moi-même diplômé de ce Master je connais son rythme et son programme. Cela me donne un regard différent sur les actions menées et les objectifs que l'on peut chercher à atteindre.

## **Comme vous savez chaque étudiant se voit confier une responsabilité tout au long du master, quel était votre travail d'intérêt général (TIG) ?**

Je n'ai pas souvenir que nous utilisions ce terme mais je me souviens que j'étais Président de l'Association des étudiants et en charge du Site Internet.

## **Pouvez-vous dire aujourd'hui que c'est grâce à ce master que vous êtes là où vous êtes aujourd'hui ?**

C'est dans le cadre de ma mission de parrainage que j'ai fait la connaissance de mes deux associés et que j'ai découvert la technologie du consortium que je dirige aujourd'hui. Les compétences acquises dans le Master m'ont aussi été très utiles.

Toutefois il y a beaucoup d'autres rencontres et expériences qui marquent un parcours, je pourrais citer notamment la fibre familiale pour la création d'entreprise (mes 2 parents et 3 de mes grands parents), ma scolarité dans des classes internationales, mes deux associés... et la liste serait longue !

## **Vous reste-t-il en mémoire une anecdote de ce Master ?**

Le repas de Noël que nous avons organisé. Il y avait autant que je me souviens 11 nationalités différentes dans le Master : le repas était vraiment coloré !



### ***A propos d'Iplus Concept...***

Iplus Concept ([www.dp-cad.com](http://www.dp-cad.com)) est une société spécialisée dans le développement et la commercialisation de logiciels de Dessin Assisté par Ordinateur et de service de gestion de projet en ligne. Ces solutions se destinent aux professionnels des secteurs de l'Architecture, Ingénierie et Construction. L'originalité des logiciels IntelliPlus réside dans leur positionnement de « générique » face à des solutions telles qu'AutoCAD ou Revit. Iplus Concept compte plus de 20 000 utilisateurs de ses technologies à travers le monde.

### ***A propos de l'IntelliCAD Technology Consortium...***

L'IntelliCAD Technology Consortium (ITC) est un consortium international basé aux Etats-Unis et regroupant une cinquantaine de sociétés à travers le monde dans le but de partager les coûts de développement d'une technologie commune : la technologie IntelliCAD à partir de laquelle chaque membre réalise ses propres applications.

Nous remercions vivement Cédric DESBORDES d'avoir accepté cette interview.

## ***L'Amérique Latine, entre crises et alliances***

***Par Noëllie Gracia***

L'Amérique Latine est victime de crises économiques à intervalles réguliers. De façon générale, cela peut s'expliquer par la forte dépendance du continent vis-à-vis de l'extérieur, qu'il s'agisse de la grande importance des exportations ou de la dette extérieure. Des pays dépendants de l'extérieur, mais aussi subissant souvent les politiques de leurs grands voisins. Les Etats-Unis ont souvent interféré, pour des raisons diverses et variées, dans les affaires internes des pays d'Amérique Latine. Il résulte de ces dépendances des régimes politiques longtemps instables et cherchant leur place sur la scène internationale.

Le colloque de l'Institut des Amériques des 21 et 22 novembre 2008, « Politique étrangère dans les Amériques : entre crises et alliances » auquel nous étions présents, retraçait bien ces problématiques. Ainsi, les crises économiques mexicaine et argentine sont des exemples révélateurs des soubresauts qui affectent souvent l'Amérique Latine mais aussi de l'influence de ses grands voisins. D'autre part, il est intéressant de voir à quel point le continent tente de trouver sa place à l'international, par le biais des organisations internationales notamment.

De nombreuses crises économiques ont secoué l'Amérique Latine, déjà fragile après des siècles de colonisation et de révolutions. En la matière, les crises mexicaine et argentine ont marqué les esprits par leur intensité et sont représentatives de ces économies oscillant tour à tour entre décollage économique et crises. La « crise du peso » intervient en décembre 1994, et ce pour plusieurs raisons : taux de change fixe surévalué, solde déficitaire du compte courant, forte dépendance aux capitaux étrangers et un secteur bancaire fragile.

Le « miracle » mexicain a viré au cauchemar : La politique de change était incompatible avec l'inflation, ce qui a provoqué la méfiance des investisseurs et donc une sortie des capitaux rapide. Les Etats-Unis, dont l'intérêt national était en jeu, décident alors d'intervenir en collaboration avec le Fonds Monétaire International qui exige une politique d'austérité, laquelle permettra au pays de doucement sortir de la crise. Le schéma est globalement le même lors de la crise argentine (1998-2002) : Le peso argentin était indexé sur le dollar depuis 1991 alors même que l'inflation va atteindre jusqu'à 200% par mois. Le poids de l'importation devenait trop lourd et l'Argentine s'endettait de plus en plus, car en parallèle ; la crise brésilienne affectait les exportations argentines. A nouveau, les Etats-Unis vont intervenir au titre de leur intérêt national, malgré de nombreuses discordes au Congrès. Ces crises dénotent la fragilité de pays ayant un potentiel très fort pour un décollage économique, mais aussi l'interférence constante des Etats-Unis dans leurs affaires. La politique du Canada, deuxième grande puissance des Amériques, a été bien différente jusqu'à aujourd'hui : « Le Canada préfère agir comme un médiateur, un stabilisateur pour faciliter les échanges [...] mais il reste difficile de se différencier des Etats-Unis », note Gordon Mace (Université Laval, Canada).

Les pays d'Amérique Latine cherchent donc de plus en plus à être parties à des accords multilatéraux pour améliorer leurs situations économiques (le Mexique et l'ALENA en 1994) mais aussi pour faire contrepoids sur la scène internationale. Le Mercosur (1991), comptant à l'origine Argentine, Brésil, Paraguay et l'Uruguay, est l'un des exemples d'intégration régionale : Il s'agit du troisième marché intégré au monde après l'Union Européenne et l'ALENA et a signé des accords préférentiels significatifs avec l'Inde en 2004. Pourtant, Deisy Ventura, ex membre du Secrétariat du Mercosur, décrit une organisation victime de ses dysfonctionnements (absence d'une institution supranationale gênant les prises de décision ; le poids économique écrasant du Brésil...). Ainsi, le Mercosur a été incapable de résoudre les conflits entre ses membres, par exemple pour le cas des usines de pâte à papier entre Argentine et Uruguay, ou encore pour le cas des pneus entre Uruguay et Brésil. L'avenir du Mercosur peut paraître sombre, surtout après la signature du Traité constitutif de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR), nouvelle priorité du Brésil, en mai dernier. Ce traité, toujours dans l'idée de faire contrepoids à la prépondérance des Etats-Unis, mènerait ses douze membres vers une monnaie commune, une citoyenneté et un passeport commun et un parlement commun.

L'Amérique latine manque encore de visibilité sur la scène internationale et reste bien fragile. Malheureusement, comme l'ont souligné plusieurs intervenants, la crise mondiale risque d'aggraver la situation actuelle. Des questions vont rester en suspens sur le continent pendant la crise : Comment négocier autrement ailleurs et autre chose ? Comment acquérir une plus grande autonomie par rapport aux Etats-Unis ? Ces questions doivent trouver leurs réponses pour que les pays d'Amérique Latine ne soient plus des puissances économiques en devenir mais des pays écoutés et respectés sur la scène internationale. Le Brésil semble acquérir progressivement ce pouvoir, comme on peut le voir avec la question de son entrée au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Pourtant, le défi reste de grande envergure.

# Interview de Rodolphe Lucas, professeur de logistique

Par Beatriz Restrepo

## **Pouvez-vous nous décrire votre parcours et votre poste ou activités actuelles ?**

Mon parcours : autodidacte, je suis dans le secteur depuis 23 ans. J'ai commencé à travailler chez des commissionnaires en douane en tant que commis en douane, puis j'ai évolué au sein des services douanes jusqu'à prendre la direction du service douane chez un importateur / exportateur et la direction logistique du groupe. J'ai ensuite organisé la logistique pour différents projets industriels (chantier BTP tel que : barrage hydroélectrique, centrale thermique pour production d'électricité, exploitation pétrolière, métro au Caire, Shanghai...).

Enfin depuis 6 ans, je fais du conseil en transport, logistique et douane.

## **Quels rapports entre la logistique et les nouveaux enjeux environnementaux ? Les entreprises sont aujourd'hui au centre des attentes citoyennes en terme de développement durable. Comment répondre à l'impératif de réduction des coûts tout en intégrant des réflexes de protection de l'environnement ? S'agit-il d'objectifs conciliables et réalisables ?**

— **Rapport moral.** En effet les entreprises de transport tiennent compte des impératifs environnementaux par le biais des obligations réglementaires (norme euro3) et la demande en matière d'image des chargeurs.

— **Pour le transport routier,** les limitations de vitesse et le comportement responsable des conducteurs (conduite souple) a un réel impact sur la protection de l'environnement. Mais les plans transports ont du être réorganisés afin de respecter les délais.

— **En France,** différentes expériences de multi modalité ont été adoptées, avec le ferroutage, le « meroutage » (Toulon - Gênes), et le développement du fluvial (très positif en matière de service et de délais).

L'impact n'est pas encore significatif, mais les mentalités changent. Le problème pour le ferroviaire est que 80% des transports sont réalisés sur des distances inférieures à 250 km... Le transport ferroviaire est économiquement intéressant à partir de 400 km, mais les délais ne sont pas respectés et le service déplorable.

## **Le transport constitue une partie très importante dans la chaîne logistique. Quelles perspectives et quelles réponses pour le transport international –principalement routier– avec la raréfaction du pétrole?**

Tous les modes de transports sont touchés par la problématique de la disparition de l'énergie fossile. Les réponses aujourd'hui sont avant tout, le développement d'un moteur plus économique pour baisser la consommation. Il y a aussi quelques programmes de développement d'énergie alternative (bio, électrique ...).

## **D'après votre expérience quels sont les domaines d'innovation en matière de logistique ?**

Les ERP (Enterprise resource planning) et RFID (Radio frequency identification).

## **Quels sont les métiers logistiques du futur?**

Les métiers de la logistique vont croître et le futur est plutôt lié au développement des infrastructures...

Nous remercions M. Lucas d'avoir répondu à nos questions.

# OUI A LA TURQUIE !

## Compte-rendu du débat avec Michel Rocard

Par Raja Fakir

**Le lundi 17 Novembre a eu lieu à Science-po Paris le débat « oui à la Turquie dans l'Union Européenne » à l'occasion de la publication de l'ouvrage écrit par Michel Rocard en collaboration avec Arianne Bonzon.**

Ont participé à ce débat : Riva Kastoryano (CNRS/Sciences Po-CERI), Dominique Reynié (Sciences Po), Christophe Jaffrelot (directeur du CERI) et bien entendu Monsieur le ministre Michel Rocard ainsi qu' Arianne Bonzon.

Rappelons que depuis le 3 Octobre 2005 l'Union Européenne a ouvert les négociations d'adhésion avec la Turquie, pays qui a le désir d'intégrer l'Europe depuis plus de 50 ans maintenant. En effet, la Turquie est membre permanent au Conseil de l'Europe depuis 1949.

Durant 1h30, tous les protagonistes du débat se sont attelés à démontrer l'utilité d'une Europe avec la Turquie en démontant un à un tous les arguments des partisans du NON.

Grand nombre de personnes pensent dur comme fer que « la Turquie ce n'est pas dans l'Europe » mais se sont-elles demandées ce qu'est l'Europe. A-t-elle des frontières bien définies, des limites infranchissables ou est-elle une construction politique, économique et culturelle qui devrait arrêter sa progression au premier détroit ? Chypre n'est-elle pas dans l'Union Européenne ? Par la Guyane, la France n'a-t-elle pas une frontière avec le Brésil ?

Ces questions ne posent pas problème à ceux qui sont contre l'entrée de la Turquie dans l'UE mais paradoxalement ils trouvent que la Turquie ne peut pas être européenne parce que trop éloignée, trop différente et trop musulmane bien que laïque.

Pour Michel Rocard, tous les arguments des opposants à l'entrée de la Turquie dans l'UE, de Philippe de Villiers à Valérie Giscard d'Estaing sont non recevables et contradictoires.

La Turquie est un pays laïc au même titre que la France. Si l'Europe est chrétienne alors que fait-on des 20 millions de musulmans vivant déjà dans l'UE ?

De plus c'est sous le règne de Théodose en 380 que le christianisme est devenu religion officielle de l'Empire romain d'orient. Un peu plus tôt en 337, Constantin qui donna son nom à la ville fut le 1er empereur converti au christianisme. Paradoxalement, l'Orient fut donc un des berceaux du christianisme.

L'histoire nous montre que rien n'est immuable, rien n'est figé. La vocation de l'Union Européenne dès sa création est d'être un espace de paix et d'échange. Il ne saurait en être autrement avec la Turquie.

L'UE doit encourager les progrès considérables réalisés en quelques décennies par la Turquie. Nous devons nous ouvrir au lieu de nous replier sur nous-même. Et surtout il faut tenter même si c'est difficile de ne pas mélanger la politique avec la foi. Le problème religieux étant ici comme dans la plupart des cas un prétexte. En réalité c'est la peur qui fait dire non aux gens qu'ils soient politiciens ou simples citoyens. La peur d'être envahi par des turcs libres de circuler dans l'espace Schengen, la peur des frontières avec l'Irak et la Syrie, la peur de l'Islam ou comme disent certains de l'islamisation de l'Europe, et enfin la peur du poids que représentera au parlement européen le pays le plus peuplé d'Europe.

Pour Michel Rocard ainsi que pour tous les intervenants du débat, ces peurs sont infondées. Pour eux, dire non à Turquie donnerait un coup d'arrêt aux progrès démocratiques réalisés jusque là et aurait pour conséquences bien plus de problèmes, d'incompréhension et d'immigration que si la Turquie était intégrée et acceptée dans l'UE.

Que ce soit stratégiquement, culturellement, économiquement ou géopolitiquement l'entrée de la Turquie est un plus pour l'UE.

Au vu des propos de M. Rocard ne serait t-il pas pertinent de s'interroger sur la place que pourrait prendre la Turquie au sein de l'Europe à long terme?

Ensuite, Michel Rocard a beaucoup parlé de tactique politique. Pour lui, l'Europe politique est morte pour le moment parce que grand nombre de pays y sont opposés. Cependant, dire oui à la Turquie est un acte politique fort porteur de valeurs et de symboles qui démonteraient la fausse idée du « choc des civilisations ».

Aujourd'hui et d'autant plus dans la crise actuelle, l'Europe a un rôle à jouer économiquement et financièrement. Selon lui, c'est d'abord là qu'elle doit être forte et qu'elle a son mot à dire sur l'échiquier mondial (avec sa monnaie forte notamment).

Ce fut un débat instructif, un plaidoyer pour l'Europe et pour l'entrée de la Turquie. Cependant, nous pouvons nous demander si un débat entre personnes d'accord sur tout point est-il encore un débat ?

La question turque a le mérite de nous faire parler d'Europe, de nous renvoyer à nous-mêmes et à nos propres interrogations sur ce qu'est l'Europe, pourquoi l'Europe, à des questions sur l'identité, la religion, l'histoire.

La Turquie dans ce monde en perpétuel mouvement peut nous servir de miroir.

# Un monde sans pétrole On fait comment maintenant ?

Par Jean Luc Andrianasolo

Fondamental dans l'économie du 21ème siècle, le pétrole représente 36% de la consommation énergétique dans le monde. Outre les transports, il est également utilisé dans l'industrie, la chimie, l'agriculture, les plastiques etc. Ces 30 dernières années, sa consommation a augmenté de 40% pour atteindre 4 milliards de tonnes. Les réserves sont cette fois-ci à l'échelle de l'humanité ; cependant, elles divisent les experts sur leur durée, leur volume. Une conviction : aucune découverte significative n'a été faite depuis plus de 30 ans. Les experts estiment le peak oil (le pic où la moitié des réserves auront été consommées) entre 2030 et 2050. C'est donc de notre vivant que nous atteindrons ce jour. De surcroît, si tous les Chinois avaient une voiture, ils consommeraient tout le pétrole restant. Des gisements d'al-Gharraf aux sables bitumeux d'Alberta, il ne resterait plus rien. Heureusement, ils n'ont que des vélos.

La tendance de la consommation de pétrole est à la hausse depuis la Révolution industrielle et aujourd'hui, aucun signe ne démontre son renversement. Au contraire, 85% de la consommation d'énergie vient des énergies fossiles, ce qui signifie qu'elles sont majoritairement responsables des émissions de CO<sub>2</sub> et donc, du réchauffement climatique. Malheureusement, une hausse de la température moyenne de 4-6 degrés, augmenterait le niveau des eaux suffisamment pour voir disparaître des terres. Et tant pis pour la lune de miel aux Maldives. Alors on fait quoi ?

Premièrement, il faut changer les comportements. Et vite. L'économie doit se convertir, et elle ne le pourra que si toutes les forces vives sont à la même page. La première titre les énergies alternatives. Nous passons de la lutte des classes à la lutte des glaces. Ce n'est pas de moi, mais de Serge Urru, Directeur Général du WWF ; lors de la Conférence de l'Université de la Terre. Les politiques trouvent aujourd'hui des centaines de milliards d'euros pour sauver le système financier et économique, car certains agents ont oublié la base des fondamentaux économiques ; demain, les ressources financières devront être utilisées pour sauver la base des fondamentaux environnementaux. Nous pouvons aller plus loin dans ce parallèle avec la crise financière, les Etats cherchent actuellement des nouveaux régulateurs pour cadrer la finance internationale, la même chose devra être faite pour la crise énergétique : une véritable implication des politiques pour cadrer les énergies du futur. Cette régulation énergétique pouvant même aller jusqu'à imposer aux entreprises, et notamment aux compagnies pétrolières, l'investissement minimum dans les énergies alternatives. Celles-ci comparent encore les projets dans les énergies alternatives à l'étudiant qui développe son premier PC au fond du garage de maman. Elles n'investissent pas massivement dans ces projets. Alors qu'on le veuille ou non, le pétrole, le gaz resteront les sources principales d'énergie.

Assez de poésie, revenons à la première page (les énergies alternatives) et donnons un cas concret. Est-il normal de chauffer un logement au fioul ? Actuellement, on arrive à vivre dans un logement sans pétrole ; les Français consomment en moyenne 250 kW/m<sup>2</sup> par an, l'objectif en rénovant les habitations est de réduire la consommation à 30 kW/m<sup>2</sup> par an. Pourquoi n'est-ce pas fait ? Simplement, parce-que personne n'a investi dans les systèmes de production pour mettre en place une politique énergétique pérenne. Bien sûr, le plan Grenelle choisi pour rénover les passoires énergétiques (bâtiments d'après guerre) va coûter cher, mais il coûtera encore plus cher de ne rien faire. Ces passoires sont pour la plupart habitées par les plus démunis et c'est cette classe de la population qui sera la plus touchée par l'absence d'engagement politique.

Chose un peu méconnue, l'agriculture est très (trop) dépendante du pétrole. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'agriculture bio peut nourrir la terre entière. Alors certains scanderont : « Oui mais c'est plus cher ». Et bien non ce n'est pas plus cher. Il n'y a qu'à aller au supermarché du coin pour s'en rendre compte (le tofu aux cerises de Naturalia est sensiblement plus dispendieux j'en conviens). Une mesure acceptable serait d'internaliser le coût écologique des produits ; le consommateur réalisera alors que son sachet en plastique a un coût : un demi-baril. Il n'y a pas que les écolos attardés, baba cool shampooineur, hippies reconvertis qui doivent se préoccuper de cette problématique. Nous avons construit notre société et il serait trop facile de faire porter le chapeau à l'agriculture à qui nous avons demandé de nourrir la population pendant la Révolution industrielle. Malgré cela, aujourd'hui, notre société cannibale doit être en harmonie avec la Terre.

Pour le domaine transport, le plus dépendant du pétrole, la réponse est multiple. Tout d'abord technologique, les véhicules, moins lourds, hybrides, électriques devront être majoritaires. Ensuite, repenser l'urbanisme, même s'il est vrai que reconstruire une ville prend plus de temps, nous avons construit les villes en s'imaginant qu'il y aurait toujours plus de voitures pour se déplacer ; et il est temps de faire machine arrière. Enfin, un nouveau carburant : les biocarburants de la seconde génération trouveront probablement une place dans le mix énergétique.

Statistiquement, 40% des trajets en voiture font moins de 2 kilomètres. Nous avons perdu les habitudes de déplacement : encourager le covoiturage, les modes de location et imaginer la voiture autrement. Nous n'avons pas 40 ans pour changer nos comportements, mais entre 12-15 ans ; c'est la durée de vie de votre voiture.



Juliette Cops et Beatriz Restrepo  
Equipe Newsletter